

POLICY PAPER

MAROC : TRAJECTOIRE ET PARADIGMES RÉGIONAUX

Leadership discret, choix stratégiques et effets de miroir au Sud

Fatima ARIB



AFRICA
TRANSITION INSTITUTE
المعهد الدولي للانتقال
المستدام في إفريقيا
INTERNATIONAL INSTITUTE FOR
SUSTAINABLE TRANSITION IN AFRICA

POLICY PAPER

Pour l'action durable en Afrique

02/26 - Février 2026

POLICY PAPER

MAROC : TRAJECTOIRE ET PARADIGMES RÉGIONAUX

Leadership discret, choix stratégiques
et effets de miroir au Sud

Fatima ARIB



AFRICA
TRANSITION INSTITUTE
المعهد الدولي للانتقال
المستدام في إفريقيا
INTERNATIONAL INSTITUTE FOR
SUSTAINABLE TRANSITION IN AFRICA

POLICY PAPER
Pour l'action durable en Afrique

02/26 - Février 2026

SOMMAIRE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	1
INTRODUCTION	2
1. Redéfinir les paradigmes dominants du développement	2
2. Stratégies de développement sans rente majeure	3
3. Leadership africain discret et structurant	4
4. Réforme graduelle : un choix stratégique	5
5. Développement, souveraineté et intégration territoriale	6
6. Effets de miroir au Sud : influence et enseignements	6
CONCLUSION	7
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	8

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Maroc constitue aujourd'hui un exemple instructif de trajectoire de développement en Afrique, précisément parce qu'il échappe aux catégories classiques de l'analyse régionale. Dépourvu de rente pétrolière et évoluant dans un environnement régional complexe, le pays a enregistré plusieurs avancés grâce à une stratégie économique ambitieuse, diversifiée et relativement cohérente, tout en préservant sa stabilité politique. Cette dynamique demeure toutefois confrontée à des défis persistants, notamment en matière d'inclusion sociale, de réduction des disparités territoriales, d'emploi et de gouvernance.

Grâce à l'articulation de son ouverture économique, de ses investissements ciblés et de ses réformes institutionnelles graduelles, le Maroc se distingue nettement de nombreux pays voisins. Là où des modèles régionaux ont souvent été marqués par la rente ou par des fragilités institutionnelles persistantes, le Royaume démontre qu'il est possible, dans le Sud, d'obtenir des résultats tangibles et crédibles en misant sur la cohérence stratégique, la planification à long terme et le renforcement progressif des capacités productives.

Cette trajectoire a également une dimension régionale : elle remet en question certains récits dominants sur le développement, révèle des contrastes institutionnels et économiques et fonctionne comme un miroir stratégique pour les pays confrontés à des trajectoires plus instables ou moins diversifiées. Le cas marocain invite à réexaminer à la fois les politiques économiques et sociales, et les cadres d'analyse utilisés pour évaluer les performances et vulnérabilités des États du Sud.

Au-delà de l'économie, le Maroc exerce un leadership discret mais structurant dans plusieurs domaines clés : diplomatie africaine, partenariats économiques Sud–Sud et coopération sécuritaire régionale. Fondé sur la continuité, la crédibilité et l'ancrage institutionnel plutôt que sur l'affirmation hégémonique, ce leadership renforce sa position internationale tout en suscitant, dans certains contextes, des tensions symboliques et stratégiques liées aux asymétries de trajectoires.

Ce policy paper analyse les déterminants de cette trajectoire, sans en occulter les limites. Il explore les raisons de l'intérêt et de l'inconfort que suscite le modèle marocain chez certains acteurs régionaux, et examine dans quelle mesure une dynamique de développement encore inachevée mais cohérente pourrait contribuer à la recomposition des équilibres régionaux et à l'évolution des paradigmes du développement au Sud.

MAROC : TRAJECTOIRE ET PARADIGMES RÉGIONAUX

Leadership discret, choix stratégiques et effets de miroir au Sud

INTRODUCTION

Le développement du Maroc s'affirme aujourd'hui comme un phénomène autant politique qu'économique. Au-delà des simples indicateurs de croissance, de diversification industrielle ou d'attractivité des investissements, c'est la cohérence et la spécificité de sa trajectoire qui captent l'attention, tant au niveau national que régional. Dans un contexte régional marqué par des modèles rentiers persistants, des institutions fragiles et une forte volatilité sociale et politique, le Royaume a opté pour une transformation progressive, reposant sur la planification à long terme, des investissements ciblés et la continuité institutionnelle.

Cette approche a permis de générer des dynamiques tangibles tout en limitant les cycles de désorganisation observés dans plusieurs pays voisins. Elle ne représente ni un modèle achevé ni une voie universellement transposable, et demeure confrontée à des défis structurels : inclusion sociale, réduction des disparités territoriales, création d'emplois et gouvernance locale.

Le Maroc se distingue néanmoins par un choix stratégique clair : privilégier la réforme graduelle plutôt que la rupture brutale, promouvoir la diversification économique sans dépendre d'une rente majeure, et inscrire son développement dans la continuité institutionnelle. Ce positionnement contraste avec des trajectoires régionales souvent marquées par l'instabilité politique, la dépendance aux ressources naturelles ou des transitions inabouties, et montre que des marges de manœuvre réelles existent pour construire des trajectoires soutenables dans des contextes contraints.

Au-delà de ses effets internes, la trajectoire marocaine produit des résonances régionales et géopolitiques significatives. Elle agit comme un miroir stratégique, révélant des écarts institutionnels et économiques et interrogeant les paradigmes dominants du développement, tout en renvoyant aux responsabilités nationales dans la construction de trajectoires durables.

Cette dimension politique se prolonge à l'international. À travers une diplomatie africaine active, le renforcement des partenariats économiques Sud – Sud et la coopération sécuritaire, le Maroc consolide un leadership discret mais structurant. Il combine influence douce et poids stratégique, renforçant sa crédibilité continentale et internationale tout en générant parfois un inconfort symbolique ou stratégique pour certains pays voisins.

Ce policy paper propose une lecture stratégique de la trajectoire marocaine en analysant ses choix économiques hors rente, son leadership discret mais influent, ses réformes graduelles et sa capacité à transformer ses territoires périphériques. Il montre également comment cette trajectoire produit des effets régionaux, agissant comme un miroir pour les États voisins et invitant à repenser les approches de développement et de gouvernance dans le Sud.

En explorant ces dimensions, ce papier met en évidence les moteurs, les limites et les implications d'une trajectoire en construction, tout en montrant comment le Maroc, au-delà de sa performance économique, influence le débat sur le développement, la souveraineté et la stabilité dans le Sud, et offre des pistes de réflexion pour les pays confrontés à des défis similaires.

1. REDÉFINIR LES PARADIGMES DOMINANTS DU DÉVELOPPEMENT

Pendant longtemps, les perceptions du Sud et les analyses de ses trajectoires économiques ont été façonnées par des cadres analytiques réducteurs : l'Afrique du Nord perçue comme essentiellement tournée vers l'Europe, l'Afrique subsaharienne comme périphérique, et le monde arabe comme dépendant des ressources naturelles.

Ces catégories ont souvent conduit à interpréter le sous-développement comme une fatalité géographique, historique ou culturelle, reléguant au second plan le rôle des stratégies politiques, institutionnelles et économiques internes. Dans ce paradigme, la réussite économique semblait réservée aux pays dotés de ressources naturelles abondantes, d'institutions robustes ou d'une insertion favorable dans les marchés mondiaux, négligeant les trajectoires construites par des choix politiques différents (AfDB & OECD Development Centre, 2021).

La trajectoire marocaine remet en question ces récits dominants. Sur le plan diplomatique, le Royaume affirme un ancrage africain croissant et une projection continentale soutenue, matérialisés par une participation active aux institutions africaines et une diplomatie économique tournée vers la coopération Sud - Sud, incluant des initiatives visant à renforcer les connexions économiques avec les pays du Sahel et plus largement avec l'Afrique subsaharienne (AfDB & OECD Development Centre, 2021).

Sur le plan économique, la croissance marocaine est construite sur des investissements stratégiques ciblés, l'industrialisation et l'ouverture aux marchés, plutôt que sur un avantage pétrolier. Cette orientation se traduit par la transformation productive du tissu industriel national et l'intégration progressive aux chaînes de valeur régionales et internationales (World Bank, 2022).

Cette orientation est cohérente avec les analyses contemporaines sur les dynamiques de développement en Afrique, qui soulignent l'importance des infrastructures, de l'investissement local et de la gouvernance des transformations productives pour dépasser les modèles traditionnels renforcer la résilience macroéconomique (OCDE, 2025). Des travaux confirment en effet que les économies rentières peinent souvent à diversifier leur production et à développer des institutions solides, freinant la croissance et la résilience (Collier, 2007 ; Ross, 2012 ; Auty, 1993).

La trajectoire marocaine met en évidence que le sous-développement n'est pas une trajectoire inévitable, mais peut être redéfini à partir de choix politiques et institutionnels volontaristes, même dans des contextes structurellement contraints. Une gouvernance efficace, une planification stratégique prolongée et une diplomatie proactive contribuent à générer des résultats mesurables tant sur les plans économique que social (Acemoglu & Robinson, 2012).

Cette trajectoire constitue un signal politique et symbolique fort pour l'espace sud. Elle remet en question les modèles hérités et les visions simplificatrices qui inscrivent les pays du Sud dans des schémas de dépendance structurelle, et montre que le développement peut être conçu comme un projet intégré et autodéterminé, reposant sur une coordination cohérente entre politique économique, gouvernance institutionnelle et stratégie extérieure (AFD, 2021 ; Achy, 2020).

En ce sens, la trajectoire marocaine invite à repenser les modalités par lesquelles les États du Sud construisent leurs trajectoires de développement, en s'appuyant sur leurs capacités internes, leurs choix politiques assumés et une stratégie d'insertion internationale réfléchie plutôt que sur des déterminismes exogènes. Ce faisant, elle contribue à reconfigurer les paradigmes régionaux du développement et à élargir les horizons analytiques au-delà des classifications simplistes (World Bank, 2022 ; OECD, 2024).

2. STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT SANS RENTE MAJEURE

Le Maroc illustre qu'un pays peut engager une trajectoire de développement ambitieuse sans disposer de ressources naturelles abondantes ni d'un vaste marché intérieur. Contrairement à de nombreux États rentiers de la région, le Royaume ne bénéficie ni de pétrole ni de gaz et a dû bâtir son développement sur d'autres bases. Cette spécificité le distingue des économies rentières, où la dépendance aux ressources naturelles freine souvent la diversification productive, fragilise la résilience économique et limite la planification stratégique à long terme (Auty, 1993 ; Ross, 2012 ; Collier, 2007).

Il convient néanmoins de relativiser l'idée d'une trajectoire entièrement dépourvue de ressources. Le Maroc possède d'importantes réserves de phosphate, exploitées dans le cadre d'une stratégie industrielle et technologique à long terme, visant la transformation locale, la montée en gamme, l'innovation et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales (UNCTAD, 2023).

Le phosphate ne constitue pas une rente passive, mais un levier à la fois productif et géopolitique, soulignant que la trajectoire marocaine repose avant tout sur la gouvernance, l'investissement et la planification stratégique (UNCTAD, 2023).

Cette trajectoire s'appuie sur quatre piliers complémentaires :

- **L'investissement**, public et privé, domestique et étranger, dans des secteurs structurants comme l'industrie, l'agriculture, les technologies et les services. L'État joue un rôle catalyseur en structurant les filières, en accompagnant l'innovation et en favorisant l'implantation d'investisseurs étrangers stratégiques (World Bank, 2022 ; AfDB & OECD Development Centre, 2021).
- **La stabilité institutionnelle**, fondée sur un cadre juridique et administratif cohérent, favorisant la confiance des investisseurs et la continuité des politiques publiques. Elle permet de planifier sur le long terme, contrairement aux économies rentières souvent exposées à l'instabilité et à la volatilité (Acemoglu & Robinson, 2012 ; El Mokri, 2018).
- **Les infrastructures**, comprenant ports, réseaux routiers et ferroviaires, zones industrielles et plateformes logistiques, soutiennent la compétitivité nationale et l'intégration régionale. Des projets emblématiques comme le port Tanger Med, le port de Dakhla Atlantique ou les lignes à grande vitesse illustrent la capacité du Maroc à articuler vision stratégique et attractivité internationale (AFD, 2021 ; World Bank, 2022).
- **L'ouverture maîtrisée**, caractérisée par une intégration progressive aux marchés internationaux et africains, combinée à des partenariats avec des économies avancées et émergentes. Cette ouverture sélective stimule la compétitivité tout en préservant les secteurs clés de l'économie nationale (OECD, 2020 ; IMF, 2022).

Pris ensemble, ces choix structurants montrent qu'une croissance diversifiée et relativement résiliente est possible sans rente dominante, et qu'un pays du Sud peut fonder sa trajectoire sur la gouvernance, la stratégie et l'investissement plutôt que sur les ressources naturelles ou l'aide internationale (Sachs, 2005; Collier, 2007 ; UNDP, 2023).

La trajectoire marocaine constitue ainsi une expérience régionale singulière. Elle met en évidence qu'un État du Sud peut combiner industrialisation, infrastructures et ouverture économique au sein d'une stratégie intégrée. La capacité de planification, la continuité institutionnelle et l'autonomie stratégique peuvent se substituer à la rente naturelle comme moteurs du développement, offrant de nouvelles perspectives sur les trajectoires durables dans les pays du Sud (OECD, 2021 ; World Bank, 2022).

3. LEADERSHIP AFRICAIN DISCRET ET STRUCTURANT

En cohérence avec les axes précédents, la diplomatie marocaine prolonge, sur le plan extérieur, une trajectoire de développement marquée par la remise en cause des récits établis et par des choix économiques structurants opérés sous contraintes. Elle apparaît ainsi moins comme une politique autonome que comme la projection internationale d'un modèle interne fondé sur la gouvernance, la continuité institutionnelle et la planification stratégique de long terme. La politique étrangère du Royaume ne constitue donc pas une rupture, mais l'aboutissement logique d'une trajectoire graduelle où les arbitrages économiques et institutionnels façonnent une capacité d'action externe crédible et lisible.

Sur le plan diplomatique, le Maroc privilégie la médiation, le dialogue et la construction progressive de partenariats stratégiques, en se positionnant comme un facilitateur crédible dans les relations Sud-Sud. Cette orientation s'inscrit dans une logique d'influence cumulative, moins visible que les formes classiques de leadership affirmatif, mais potentiellement plus durable. Elle repose sur la constance des engagements, la prévisibilité de l'action publique et la capacité à inscrire les relations bilatérales et multilatérales dans des cadres coopératifs stables, fondés sur la confiance et la réciprocité.

Le retour du Royaume à l'Union africaine en 2017 marque, à cet égard, un tournant structurant, en consacrant une réintégration assumée dans les dynamiques continentales. Depuis lors, l'action diplomatique marocaine s'est traduite par une densification des accords bilatéraux, une présence accrue dans les institutions africaines et le déploiement de projets de coopération économique, financière et sécuritaire inscrits dans une temporalité de long terme.

Cette stratégie d'ancrage progressif reflète la volonté du Maroc de s'inscrire durablement dans les dynamiques africaines, en misant sur l'accumulation de relations et d'interdépendances plutôt que sur des gains diplomatiques immédiats (AfDB, 2021 ; OCDE, 2023).

Cette diplomatie, volontairement discrète mais méthodique, produit des effets structurants à l'échelle régionale. Elle permet au Maroc de tisser des réseaux économiques, politiques et sécuritaires durables, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel, où les investissements, les partenariats bancaires, industriels et logistiques s'articulent étroitement avec l'action diplomatique. Ce leadership se caractérise moins par l'affirmation d'une hégémonie que par une capacité à organiser des espaces de coopération, à stabiliser des relations et à structurer des interdépendances. Il s'agit ainsi d'un leadership de structuration, agissant dans le temps long, dont l'efficacité réside précisément dans sa faible visibilité et dans sa capacité à façonner les règles du jeu plutôt qu'à les imposer.

Cette montée en influence est toutefois perçue de manière contrastée par les partenaires africains. Si certains y voient une concurrence accrue, notamment sur les plans économique et symbolique, d'autres reconnaissent la capacité du Maroc à proposer des cadres de coopération alternatifs, moins hiérarchiques et plus pragmatiques. Cette approche contribue à recomposer les équilibres régionaux sans recourir à la confrontation directe, en privilégiant l'ajustement progressif des rapports de force par la coopération et la crédibilité institutionnelle (Achy, 2020; Achy, 2020; AfDB & OECD Development Centre, 2023; AFD, 2021).

4. LA RÉFORME GRADUELLE : UN CHOIX STRATÉGIQUE

Dans un espace régional largement marqué par la volatilité politique, les conflits prolongés et la dépendance aux économies rentières, le Maroc se distingue par une voie médiane articulant réforme, stabilité et pragmatisme. Cette trajectoire repose sur un choix stratégique assumé : privilégier des transformations progressives, compatibles avec la continuité institutionnelle et la préservation de la cohésion sociale, plutôt que des ruptures brutales aux effets difficilement maîtrisables. La réforme graduelle apparaît ainsi non comme un compromis par défaut, mais comme une option politique délibérée, pensée dans un environnement régional instable.

À la différence de plusieurs États de la région, le Royaume a su éviter trois écueils majeurs au cours des dernières décennies : l'effondrement étatique dans certains contextes post-2011, le durcissement autoritaire accompagnant certaines transitions politiques, et la dépendance quasi exclusive aux ressources naturelles ou à l'aide extérieure comme moteur du développement. Cette trajectoire singulière ne traduit pas l'absence de tensions ou de contestations, mais révèle une capacité à gérer progressivement les transformations politiques, économiques et sociales, tout en préservant un cadre institutionnel relativement stable.

Cette orientation stratégique a permis au Maroc de mettre en œuvre des politiques économiques et sociales mieux adaptées, d'attirer des investissements nationaux et étrangers, et de renforcer, dans une certaine mesure, la confiance dans les institutions publiques. Les réformes menées dans les secteurs financier, fiscal, social et industriel ont contribué à consolider un équilibre entre stabilité politique et ouverture économique, tout en assurant la continuité des projets stratégiques et la capacité d'adaptation face aux chocs externes (El Mokri, 2018; World Bank, 2022; AFD, 2021). Cette approche a ainsi favorisé une modernisation incrémentale, moins spectaculaire mais soutenable dans le temps long.

Le contraste avec d'autres trajectoires régionales est particulièrement révélateur. Depuis 2011, plusieurs États de la région ont connu des cycles prolongés d'instabilité, confrontés à des difficultés persistantes pour mettre en œuvre des réformes cohérentes et durables. Les économies rentières, fortement exposées à la volatilité des prix du pétrole et du gaz, peinent à financer un développement socio-économique soutenable et à diversifier leur base productive, tout en préservant des équilibres sociaux fragiles (Auty, 1993; Ross, 2012). D'autres sociétés restent durablement fragilisées par des conflits internes, ce qui affaiblit leurs institutions, accentue les inégalités et réduit significativement leur attractivité économique.

Dans ce contexte, la trajectoire marocaine est souvent perçue comme inconfortable pour l'observateur régional, car elle met en évidence, par contraste, les limites internes de nombreux États de la région. Par sa stabilité relative et son approche réformiste, le Maroc se positionne comme un point de référence implicite, démontrant qu'une voie progressive, pragmatique et politiquement soutenable demeure possible, même dans un environnement régional polarisé et historiquement fragile (Achy, 2020 ; Benaïssa, 2018).

Le cas marocain illustre également que réforme et modernisation institutionnelle peuvent être conciliées avec le maintien de la légitimité politique et de la cohésion sociale. Dans un contexte régional marqué par l'instabilité et la fragilité institutionnelle, il montre qu'un équilibre entre stabilité politique, réformes graduelles et diversification économique constitue un choix stratégique crédible, tout en exerçant une influence indirecte mais structurante sur les dynamiques régionales.

5. DÉVELOPPEMENT, SOUVERAINETÉ ET INTÉGRATION TERRITORIALE

La trajectoire de développement du Maroc s'appuie sur une conception intégrée et stratégique du territoire, dans laquelle investissement ciblé, planification spatiale et cohésion nationale constituent des leviers essentiels de souveraineté et de crédibilité régionale. L'objectif dépasse la seule croissance économique : il s'agit de réduire les déséquilibres territoriaux, de renforcer l'intégration des territoires et de les inscrire dans des dynamiques productives durables, à la fois au niveau national et continental (AFD, 2021 ; World Bank, 2022).

Les provinces du Sud offrent un exemple particulièrement emblématique de cette approche. Grâce à des investissements publics et privés soutenus, au déploiement d'infrastructures structurantes et à une diplomatie économique proactive, le Maroc a progressivement transformé des territoires historiquement périphériques, en les intégrant pleinement aux dynamiques économiques et sociales du pays. Cette expérience illustre la capacité de l'État à concilier planification à long terme, industrialisation ciblée et cohésion sociale pour construire des trajectoires territoriales inclusives et résilientes.

Des projets structurants tels que le port de Dakhla Atlantique, les zones industrielles et logistiques intégrées, ainsi que les programmes de développement agricole, halieutique et touristique, montrent comment le développement territorial peut simultanément renforcer compétitivité économique et cohésion nationale. Au-delà des retombées économiques, ces initiatives portent une valeur symbolique forte, en articulant développement, intégration spatiale et affirmation de la souveraineté nationale.

Plus largement, l'expérience marocaine démontre que l'intégration territoriale peut constituer un instrument structurant de souveraineté et de projection stratégique, sans recourir à des formes d'affirmation conflictuelle. Sa continuité, sa cohérence et sa visibilité progressive contrastent avec d'autres trajectoires régionales marquées par l'instabilité, l'intégration inachevée ou la fragmentation institutionnelle.

Les provinces du Sud incarnent ainsi une logique plus générale : celle d'un État capable de mobiliser le développement territorial comme levier de crédibilité, d'influence et de légitimité régionale. Cette trajectoire illustre que le développement n'est jamais neutre politiquement : il façonne les équilibres régionaux et agit comme un signal stratégique pour les États du Sud confrontés à des défis similaires de gouvernance, de souveraineté et d'intégration. En combinant planification stratégique, investissements ciblés et diplomatie économique, le Maroc consolide simultanément sa souveraineté nationale et son positionnement international, dans une logique de continuité et de modération (Achy, 2020).

6. EFFETS DE MIROIR AU SUD : INFLUENCE ET ENSEIGNEMENTS

La trajectoire marocaine agit comme un miroir pour les pays de la région et, plus largement, pour certains États du Sud. Elle invite États voisins, institutions régionales et observateurs internationaux à dépasser la simple comparaison des performances économiques et à porter leur attention sur la qualité de la gouvernance, la cohérence institutionnelle, la lisibilité de la vision stratégique et la capacité à articuler stabilité politique et développement socio-économique sur le long terme.

Le cas marocain démontre qu'une croissance structurée peut émerger sans rente naturelle dominante, sans rupture institutionnelle majeure et sans dépendance excessive à l'aide extérieure (Acemoglu & Robinson, 2012 ; World Bank, 2022). Ce constat remet en question des narratifs longtemps mobilisés pour expliquer le sous-développement essentiellement par des facteurs exogènes, en réaffirmant le rôle central des choix politiques et institutionnels.

Ces effets de miroir génèrent un inconfort stratégique et symbolique pour les pays dont les trajectoires économiques, institutionnelles ou territoriales apparaissent plus fragiles. Ils rappellent que le sous-développement n'est ni homogène ni inéluctable et que des alternatives peuvent se construire à partir de décisions assumées en matière de gouvernance, de planification et de stratégie nationale. Cette dynamique fonctionne comme un levier psycho-politique implicite : elle incite, souvent de manière indirecte, les États observateurs à réinterroger leurs priorités, leurs modèles de développement et leurs arbitrages stratégiques, même lorsque cette remise en question ne se manifeste pas ouvertement.

Deux dimensions principales illustrent ces effets de miroir :

- **Institutionnelle et économique** : la comparaison révèle les bénéfices d'une stabilité politique soutenue par des institutions capables de planifier, coordonner et exécuter des stratégies de développement sur le long terme, en contraste avec des environnements marqués par l'instabilité chronique, la fragmentation institutionnelle ou la dépendance persistante à la rente.
- **Symbolique et diplomatique** : le leadership marocain, discret mais constant, contribue à faire émerger des alternatives crédibles pour les pays du Sud, tout en soulignant les limites des modèles simplifiés, fondés uniquement sur l'exploitation des ressources naturelles ou l'aide extérieure.

Les effets de miroir mettent en lumière la portée régionale de la trajectoire marocaine et les tensions stratégiques qu'elle peut générer par comparaison. Ils montrent le rôle central de la vision de long terme, de la cohérence institutionnelle, de la planification territoriale et des investissements ciblés comme leviers de développement, positionnant le Maroc comme un signal de faisabilité et un point de référence analytique discret mais structurant dans la réflexion contemporaine sur les trajectoires de développement du Sud.

CONCLUSION

La trajectoire marocaine interpelle moins par son rythme de progression que par la manière dont elle est construite. Elle se distingue par une combinaison singulière de sobriété stratégique et d'efficacité cumulative : la primauté accordée aux résultats sur les proclamations, le pragmatisme sur la confrontation idéologique, la continuité institutionnelle sur les ruptures brutales, et une vision de long terme articulant développement économique, cohésion sociale et projection régionale. L'inconfort analytique qu'elle suscite auprès de certains États tient moins à ses performances qu'à ce qu'elle révèle : même dans le Sud, des marges de manœuvre existent lorsque l'État se conçoit comme un acteur stratégique, que les institutions assurent la continuité de l'action publique et que les réformes s'inscrivent dans le temps long.

Le cas marocain montre que le développement n'est ni exclusivement dépendant de la rente, ni nécessairement conditionné par des ruptures politiques radicales. Il illustre qu'un chemin de progression peut être cohérent, durable et non conflictuel, tout en produisant des effets tangibles sur les équilibres régionaux. Cette trajectoire agit comme un signal à la fois symbolique et stratégique : elle inspire sans s'imposer, interpelle sans confronter, et met en lumière des alternatives crédibles aux modèles dominants de développement, capables de concilier efficacité économique, stabilité politique et influence régionale.

L'expérience marocaine n'est ni un modèle à copier mécaniquement, ni une exception isolée. Elle constitue avant tout une invitation à repenser les trajectoires de développement du Sud en se fondant sur la gouvernance, la planification stratégique et la vision à long terme. C'est en cela qu'elle redéfinit les cadres d'analyse établis et qu'elle mérite une attention analytique soutenue.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity and poverty*. Crown Business.
- Achy, L. (2020). *L'Afrique dans la mondialisation : dynamiques économiques et stratégies nationales*. Karthala.
- AfDB & OECD Development Centre. (2021). *African Economic Outlook 2021: Governance, resilience and investment*. Paris/Abidjan: AfDB & OECD Development Centre. <https://afdb.org.cn/wp-content/uploads/2021/05/AfDB21-01-AEO-main-English-highlights-1.pdf>
- AfDB & OECD Development Centre. (2023). *African Economic Outlook 2023*. Paris/Abidjan: AfDB & OECD Development Centre. https://www.oecd.org/en/publications/serials/african-economic-outlook_g1gha539.html
- AfDB & OECD Development Centre. (2025). *African Economic Outlook 2025: Policy frameworks and regional integration*. Paris/Abidjan: AfDB & OECD Development Centre. https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/afdb25-01_aeo_highlights_english_020625.pdf
- AfDB. (2025). *African Economic Outlook 2025: Making Africa's capital work better for Africa's development*. Abidjan: AfDB. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-economic-outlook-2025-africas-short-term-outlook-resilient-despite-global-economic-and-political-headwinds-84038>
- AFD. (2021). *Coopération Sud-Sud en Afrique : enjeux et perspectives*. Paris: AFD.
- Auty, R. M. (1993). *Sustaining development in mineral economies: The resource curse thesis*. Routledge.
- Benaissa, A. (2018). *La politique marocaine dans un contexte arabe instable : stabilité et réforme graduelle*. Toubkal.
- Collier, P. (2007). *The bottom billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*. Oxford University Press.
- El Mokri, A. (2018). *Institutions et développement économique au Maroc : continuité et réforme*. L'Harmattan.
- IMF. (2022). *Morocco: 2022 Article IV Consultation – Staff Report*. Washington, DC: IMF. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2022/12/08/Morocco-2022-Article-IV-Consultation-Staff-Report-526875>
- OECD. (2024). *OECD Investment Policy Reviews: Morocco*. Paris: OECD. <https://www.oecd.org/investment/policyreviews/morocco>
- Ross, M. L. (2012). *The oil curse: How petroleum wealth shapes the development of nations*. Princeton University Press.
- Sachs, J. D. (2005). *The end of poverty: Economic possibilities for our time*. New York: The Penguin Press.
- UNCTAD. (2023). *World Investment Report 2023*. Geneva: UNCTAD. <https://unctad.org/publication/world-investment-report-2023>
- UNCTAD. (2025). *World Investment Report 2025*. Geneva: UNCTAD. <https://unctad.org/publication/world-investment-report-2025>
- UNDP. (2023). *Human Development Report 2023/2024*. New York: UNDP. <http://hdr.undp.org/en/2023-report>
- World Bank. (2022). *Morocco Economic Monitor, Winter 2022/2023: Responding to supply shocks*. Washington, DC: World Bank. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099665302212229172/IDU0f2c571f88f1c0e0510a35dcaa0d9fa9e>

A PROPOS DE L'AUTEUR



Fatima ARIB

Économiste marocaine et universitaire, Fatima ARIB est professeure à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech et Présidente-fondatrice de l'Institut International pour la Transition Durable en Afrique.

Titulaire d'un doctorat en sciences économiques, elle développe une expertise reconnue en développement durable, en transitions écologique et économique, ainsi qu'en stratégies de souveraineté et de résilience pour l'Afrique. Elle a occupé plusieurs fonctions académiques et coordonné des projets de recherche internationaux en collaboration avec des organisations et agences de développement.

À travers la recherche, la formation et l'accompagnement de politiques et projets innovants, elle contribue à la construction d'une Afrique souveraine, inclusive et durable, fondée sur la pensée stratégique et l'action opérationnelle.

A PROPOS DE L'INSTITUT

L'Institut International pour la Transition Durable en Afrique est une organisation scientifique non gouvernementale à but non lucratif, régie par le droit marocain.

Basé à Marrakech au Maroc, il a été fondé par un réseau d'experts, de chercheurs et de leaders engagés afin d'accompagner les sociétés africaines dans leur transition vers un développement durable, inclusif et résilient.

L'Institut se positionne comme un acteur de référence en matière de recherche appliquée, d'innovation et de dialogue stratégique sur les enjeux de durabilité du continent. Il constitue une plateforme panafricaine de coopération multisectorielle, facilitant la convergence des expertises scientifiques, des initiatives locales, des politiques publiques et des partenariats internationaux.

Son action repose sur la conviction que la transition durable représente une opportunité stratégique pour transformer les défis structurels du continent africain en leviers de croissance inclusive, en mobilisant les ressources locales, les technologies vertes et l'intelligence collective.

En réunissant les forces de la science, des institutions, du secteur privé, de la société civile et de la jeunesse, l'Institut œuvre au développement et à la mise en œuvre de solutions concrètes, adaptées aux réalités africaines, dans une démarche orientée vers l'impact, l'équité et la résilience.



Les opinions exprimées dans cette publication reflètent exclusivement le point de vue de leurs auteurs.

POLICY PAPER

Pour l'action durable en Afrique

Publication de
L'Institut International pour la Transition Durable en Afrique

Policy Paper - 02/26
Version originale en français
Février 2026
Marrakech – Royaume du Maroc

 <http://africatransition.org>
 contact@africatransition.org

